



Bulletin cheminot Lyon

Lundi 05 février 2024

Paysans, salariés du public et du privé : c'est aux capitalistes et à leurs représentants qu'il faut s'en prendre !

Il n'aura fallu que quelques heures après les annonces d'Attal pour que la quasi-totalité des barrages d'agriculteurs, à l'appel de la FNSEA et de la Coordination rurale, soient levés. Seule la Confédération paysanne a appelé à poursuivre les actions, et là, la police de Darmanin est vite intervenue pour faire lever les barrages. Attal a promis une « pause » sur le plan « Écophyto » de réduction des pesticides, de diminuer le nombre de jachères et de rétablir les subventions sur le gasoil non routier (GNR) pour les tracteurs. Bref, le gouvernement se sert de « l'écologie punitive » comme bouc-émissaire, pour mieux épargner les géants de l'agrobusiness, que ce soient les banques, les industries agro-alimentaires ou les grandes surfaces. Il leur est juste demandé de... mieux respecter la loi ! Une loi qui a bien montré qu'elle est incapable de garantir un revenu à ceux qui travaillent la terre.

Comment expliquer alors que les barrages routiers aient été si rapidement levés ? Tout simplement parce que, dans cette mobilisation, se trouvaient aussi bien les petits agriculteurs, écrasés par les dettes, vivant en dessous du Smic, pressurés par les grands capitalistes... que des dirigeants de véritables empires de l'agrobusiness, tel Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA, dirigeant de la multinationale Avril – les huiles Lesieur, Isio4, Puget... Il est même le président du conseil d'administration de Sofiprotéol, une société de... crédit aux agriculteurs ! Pas étonnant que ces messieurs-là ne veuillent surtout pas qu'on s'en prenne aux banques et aux grands capitalistes !

La colère paysanne a ravivé la colère ouvrière

Il n'empêche, l'explosion de colère des paysans a suscité une profonde sympathie chez les travailleurs et travailleuses. Le slogan « vivre et pas survivre » résonne avec la stagnation des salaires et la hausse des prix de la vie courante dans les villes. On pouvait voir de nombreux clins d'œil aux blocages paysans dans les manifestations bien fournies de l'Éducation nationale du 1^{er} février. Pour sûr que les mensonges, l'arrogance et le mépris de la nouvelle ministre, Amélie Oudéa-Castéra, ont dû jouer. Côté vie privée : elle contourne le système pour placer ses enfants à Stanislas, école privée de luxe, catholique intégriste. Côté vie publique : elle annonce de nouvelles mesures renforçant le tri social et l'encasernement de la jeunesse, avec

les « groupes de niveau » dès le collège, et la généralisation du service national universel au lycée. Le tout sur fond d'établissements délabrés, de salaires qui stagnent et de crise de recrutement – ceci expliquant cela. Là encore, il faudrait déjà augmenter les salaires pour qu'on puisse recruter ! La grève a été particulièrement bien suivie jeudi dernier, et les suites sont en cours de discussion et de préparation dans les établissements. C'est bien la mobilisation de tout le secteur, de la maternelle au lycée, qui est posée.

Des mobilisations auront également lieu dans les jours et les semaines qui viennent à la SNCF, à la RATP, dans les centres de tri de la Poste. Là aussi, l'exigence, c'est l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, pour pouvoir vivre dignement de son travail dans de bonnes conditions !

Pour un mouvement d'ensemble !

Cette ébullition vient de toutes celles et ceux qui n'en peuvent plus des fins de mois qui commencent le 5, qui n'en peuvent plus de se tuer à travailler pour ne pas gagner sa vie. Oui, plus que jamais, dans le public comme dans le privé, à la ville comme à la campagne, c'est l'augmentation générale des salaires et des revenus de ceux qui travaillent qui est à l'ordre du jour : 400 euros d'augmentation pour tous ! Pas un seul salaire en dessous de 2000 euros ! Et, pour imposer une telle mesure, c'est bien un mouvement d'ensemble des salariés, de la jeunesse et des paysans exploités qu'il faudra.

Les sénateurs s'augmentent, à quand notre tour ?

Il y a deux semaines, on apprenait que les députés avaient augmenté leurs frais de mandat de 300 euros par mois. Et la semaine dernière, Mediapart a révélé que leurs collègues du Sénat avaient fait de même... en douce ! En majorant le plafond de leurs dépenses de 700 euros par mois, leur rémunération mensuelle totale monte donc à 14 237 euros, soit plus de dix fois un smic mensuel net. À noter que le Sénat, très largement ancré à droite, est toujours en pointe pour limiter les salaires, allonger les retraites ou s'en prendre aux chômeurs et aux migrants. Mais les mêmes se votent des rallonges sans hésiter, y compris ceux étiquetés à gauche et qui se sont eux aussi bien gardés de dire quoi que ce soit... Autant d'argent qui irait mieux dans nos poches à nous qui faisons tourner la société, si c'était nous qui décidions !

Escroquerie Individuelle Annuelle

La période des EIA vient de s'ouvrir. L'occasion d'un rendez-vous sur mesure, en tête en tête avec sa hiérarchie de proximité. Mais c'est surtout chaque année une vaste comédie dans laquelle notre salaire est potentiellement augmenté de quelques euros, à la tête du client. Notamment pour les collègues contractuels, où les logiques arbitraires et individualistes sont encore pires, car le salaire doit être carrément négocié.

Mais ce n'est pas à échelle individuelle que nous obtiendrons les réelles augmentations de salaire qu'il nous faut !

À Sibelin comme ailleurs : diviser pour mieux régner

Au Fret SNCF, on ne connaît toujours pas les conséquences de la liquidation de l'entreprise prévue dès l'année prochaine. Ça serait pourtant la moindre des choses car il en va de notre emploi, donc de notre moyen de vivre.

En revanche, les patrons ne se gênent pas pour tenter de nous dresser les uns contre les autres. Les EF publiques contre les EF privées, l'EIC

contre le Fret... Mais nous ne devons pas nous laisser diviser !

Le patronat sait s'unir pour mener sa politique dans tout le ferroviaire : sous-effectif, bas salaires, suppressions de postes... Les travailleurs doivent en faire autant pour défendre leurs propres intérêts !

Grève des ASCT acte II ?

Un préavis de grève a été déposé pour les ASCT pour les journées des 16, 17 et 18 février. Les revendications portent sur l'augmentation de la prime de travail et l'amélioration des fins de carrières. Comme dans bien d'autres métiers le mécontentement progresse sur les salaires en cette période. En décembre 2022, la direction avait fait des concessions suite à un mouvement des ASCT, il va falloir recommencer, et construire le rapport de force par la grève pour obtenir mieux. Et puisque la colère s'exprime aussi à la Circulation et au Matériel pourquoi ne pas s'y mettre tous ensemble ?



Combattre « l'instabilité » avec des bombes ?

Le 3 février, l'armée américaine a pris pour cible 13 sites militaires des rebelles houthis au nord du Yémen. Et cela 24 heures

après une série de frappes contre les forces iraniennes et les milices qu'elles soutiennent en Syrie et en Irak. Biden et les militaires américains prétendent sans rire que ces frappes visent à maintenir la stabilité dans la région face aux attaques de navires de commerce en mer Rouge. Plutôt que de paix, ils se préoccupent davantage de ne pas laisser leurs adversaires grignoter leur zone d'influence et perturber leurs affaires, quitte à rendre la mer Rouge... de sang.



Révolutionnaires, un journal par et pour les travailleurs !

Achète le n°9 de notre journal pour 2€ auprès de nos diffuseurs

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Une info à nous transmettre, une remarque : écris-nous à npa.cheminots.lyon@gmail.com